



## CONCOURS EBS 2008

1<sup>ERE</sup> ANNEE

### EPREUVE DE SYNTHÈSE DE TEXTES

Durée 2h30

Cadre à remplir par le candidat

Numéro du candidat :

Session du :

Cadre réservé à l'administration

Note /20 :

Commentaire

Le dossier est composé des documents suivants :

1. « *Ce que j'appelle une politique de civilisation* », Entretien donné par Edgar Morin à la Revue Sciences Humaines le 07/01/2008
2. *Quelle politique de civilisation ?* Emmanuel Martin le 18/01/08, site : [www.unmondelibre.org](http://www.unmondelibre.org)
3. *Une politique de civilisation peut-elle se décréter ?* Françoise Fressoz, Les Echos, 11/01/08
4. *Jacques Chirac : les politiques ont le devoir de civiliser la mondialisation*, Unesco presse 2001

**Nota Bene :** Aucun document ne doit sortir de la salle d'examen. Vous devez remettre l'ensemble du dossier sous peine d'annulation de l'épreuve.

## « Une politique de civilisation : quelles valeurs développer et/ou remettre à l'honneur ? »

Depuis des années, on parle de crise de civilisation (crise économique, politique et sociale). Comment sortir de cette crise et redonner l'espoir ? Quelles valeurs la société devrait-elle privilégier ?



Après une lecture attentive et approfondie des documents, vous en ferez une synthèse structurée. Aucune synthèse ne doit excéder quatre pages.

Votre travail consiste à :

1. Dégager l'idée générale commune aux différents textes et la problématique, qu'elle soit ou non explicitement formulée dans chacun d'entre eux.
2. Organiser de façon synthétique la confrontation des thèses en présence, en nommant à chaque fois les auteurs.
3. Tout travail de synthèse est centré sur l'exposé et la mise en relation des idées des différents textes. Il exclut toute idée personnelle.

Nota bene :

Votre maîtrise de l'expression écrite (orthographe, syntaxe) et votre aptitude à employer un vocabulaire précis et adéquat font partie des éléments d'appréciation.

### Conseils

Pour vous aider, nous vous conseillons de procéder ainsi :

- Au brouillon, faites une colonne par texte.
- Pour chaque texte, notez les idées essentielles et les articulations logiques importantes. Soyez attentifs aux connecteurs.
- Sélectionnez et regroupez les informations essentielles.
- Dégagez l'idée générale commune aux textes.
- Problématisez.
- Confrontez les thèses essentielles. Attention : il ne s'agit pas forcément de thèses opposées. Elles peuvent être complémentaires.
- Ne faites surtout pas un résumé de chaque document (erreur la plus répandue).
- Rattachez chaque thèse à son auteur par souci de précision et de cohérence.
- Ne donnez pas votre avis personnel. Toute prise de position personnelle est à exclure.

*Nous vous souhaitons bon courage et de réussir le concours.*

Article de la rubrique « Rencontre avec... »

N° -

## « Ce que j'appelle une politique de civilisation »

Entretien avec Edgar Morin

**Le 07/01/2008 - L'expression « politique de civilisation », utilisée par le président de la République Nicolas Sarkozy lors de ses vœux télévisés aux Français, est née il y a plus de dix ans sous la plume d'Edgar Morin. Ce grand penseur de la complexité a publié en 1997, avec le philosophe Sami Nair, un livre intitulé *La Politique de civilisation* (Arléa). Il revient sur le sens et les enjeux de cette expression dans un entretien exclusif à scienceshumaines.com**

Comment est née l'expression de « politique de civilisation » ?

Elle s'est imposée à moi au début des années 1980. Je percevais alors une sorte de vide de la pensée politique sur les grandes transformations de notre civilisation. Les progrès scientifiques, techniques et économiques s'accompagnent d'effets très négatifs, de dégradations qui affectent notre niveau de vie. Par exemple, la menace écologique ne concerne plus seulement la biosphère, mais aussi les villes que nous habitons, l'eau que nous buvons, la nourriture que nous consommons tous les jours.

Parallèlement, la montée en puissance de l'individualisme, qui fut un développement important de notre civilisation, a engendré des formes de grande solitude et de stress parce qu'elle s'est accompagnée d'une désintégration des anciennes formes de solidarité et d'entraide.

Ces maux, qui touchent d'abord la civilisation occidentale, existent aussi à Shanghai ou à Sao Paulo. Du fait de la planétarisation, ils sont même accentués dans les pays émergents. Le progrès incontrôlable conduit le monde entier à la catastrophe.

Sur quoi fonder la politique de civilisation que vous appelez de vos vœux ?

Le problème est le suivant : l'abondance des biens matériels ne permet pas d'améliorer le bien-être psychologique et mental des individus. La politique de civilisation exige un changement radical de direction politique : elle suppose de reconsidérer tous les problèmes humains au sein d'une grande problématique de civilisation. Il s'agit de solidariser les rapports humains, régénérer les campagnes, ressourcer, convivialiser, moraliser...

Le but ultime d'une politique de civilisation est le bien-vivre, et non le seul bien-être matériel. A l'heure actuelle, le politique semble encore inapte à prendre en compte la qualité de vie des individus.

Quelles sont selon vous les raisons de cette impuissance politique ?

En 1965, j'ai écrit un petit livre qui s'intitulait : *Introduction à une politique de l'Homme*. J'y montrais que, progressivement, des problèmes qui ressortaient de la démographie, de la géographie, de la biologie, de la santé, de la psychologie et même de la sexualité entraînent dans

la sphère politique. D'un coup, la politique se trouvait gonflée d'un nombre considérable de problèmes sans être capable de les absorber.

Cette impuissance politique vient en partie d'une appréhension purement quantitative des choses. Le politique s'est mise à la remorque de l'économie, et l'économie fonctionne par chiffres. Cette obsession des chiffres, notamment de la croissance, a produit un aveuglement sur les problèmes humains.

Il existe enfin une autre cause profonde à cette inaptitude : notre système d'éducation et de pensée a conduit au règne d'experts très compétents dans leur domaine mais incapables de penser des problèmes globaux. Il existe un crétinisme qui vient des connaissances parcellisées.

Le chef de l'Etat Nicolas Sarkozy a utilisé votre expression, « politique de civilisation », lors de ses vœux aux Français. Pensez-vous que vos thèses puissent inspirer sa politique ?

Je ne prétends à aucun label sur l'expression « politique de civilisation ». Le président, comme quiconque, peut l'utiliser. Il semble qu'Henri Guaino, qui est l'un des inspirateurs de Nicolas Sarkozy, m'ait lu. Quand ? Comment ? Je l'ignore. Est-ce que le président m'a lu ? J'en doute. Mes idées comportent quelque chose de radical : une réelle politique de civilisation ne saurait passer par des réformettes. Pour l'instant, le président n'a pas précisé ce qu'il entendait par cette expression. Si elle doit créer du débat, j'entends un débat profond, j'en serai ravi. Mais dans l'état de superficialité des médias, je doute que ce grand débat ait lieu.

Henri Guaino, la « plume » de Nicolas Sarkozy, a déclaré sur France Info : « Les idées des sociologues et des philosophes sont faites pour être reprises. M. Morin devrait être content. » Qu'avez-vous à lui répondre ?

Je suis passé par plusieurs phases depuis une semaine. Dans un premier temps, j'ai été surpris d'entendre cette expression dans la bouche du président, d'autant que mon livre, *La Politique de civilisation*, a été accueilli par un silence quasi total. Puis je me suis interrogé sur ce qu'il entendait par cette expression. Son discours ne fournissant pas de réponse, je suis passé par une phase de méfiance. Je suis aujourd'hui dans l'attente. Peut-être Nicolas Sarkozy explicitera-t-il ses intentions. Peut-être veut-il vraiment repenser radicalement la manière de faire de la politique. Je ne l'exclus pas. Dans ce cas-là, je serai là pour l'aider.



Published on [www.unmondelibre.org](http://www.unmondelibre.org) (<http://www.unmondelibre.org>)

## France : Quelle "politique de civilisation" ?

*Emmanuel Martin le 18 janvier 2008 -*

Lors de ses premiers vœux aux Français en tant que Président de la République Française, puis lors de la conférence de presse du 8 janvier, le Président français Nicolas Sarkozy a souhaité une « politique de civilisation ». En effet, selon lui « depuis trop longtemps la politique se réduit à la gestion, restant à l'écart des causes réelles de nos maux qui sont souvent plus profonds ». Voici qu'est donc proposée une « politique » de plus. Cette proposition peut laisser sceptique. Car à y regarder de plus près, il est possible de considérer que la politique aujourd'hui est une des causes réelles de nos maux profonds, et qu'elle est une des causes sans doute principales du processus de dé-civilisation que nous connaissons. C'est parce qu'elle étouffe ou corrompt bien souvent les dynamiques de liberté et de responsabilité de la société civile, que cela soit dans la sphère marchande ou dans la sphère non-marchande, que la politique a généré ce processus dé-civilisateur. De ce point de vue, une « politique de civilisation » digne de ce nom consisterait donc en une dépolitisation de la vie économique et sociale.

Les discours à la mode réclamant un « retour de la politique » pourraient nous laisser croire que, face aux « forces du marché », la politique a « disparu ». Pourtant, rien n'est plus faux : elle n'a jamais été aussi présente dans nos vies. L'interventionnisme politique connaît un pic remarquable : des milliers de pages de réglementations sont pondues chaque année au niveau national et européen et les libertés sont peu à peu grignotées ; en France, l'Etat au sens large dépense plus de la moitié des ressources nationales (mais pour n'en investir qu'une infime partie) et la redistribution sociale y représente près d'un quart du PIB. En dépit des réformes, le taux de pression fiscale avoisine toujours les 44 % du PIB. La politique est donc bien là. Sans doute même « trop là » puisque cette politique n'est pas efficace à plusieurs titres : comme l'a par ailleurs reconnu le Président français, il y a « urgence des réformes qui attendent depuis vingt ou trente ans ». Cette hypertrophie de la sphère politique a en réalité dérégulé les processus civilisateurs de la société civile.

Car qu'est ce que la vraie civilisation ? Est-ce, pour une minorité, de faire bâtir des grands monuments par une majorité d'esclaves ? Est-ce d'organiser l'Etat parfait dans lequel chacun aurait sa place assignée, comme dans une fourmilière ou en ex-URSS ? Est-ce de donner à chacun des « minimums » dans tous les domaines au nom de l'égalité, en interdisant en même temps des « maximums » ? Ou est-ce de permettre l'épanouissement de chacun dans le service rendu aux autres de manières lucrative et non-lucrative ? Autrement dit, de permettre l'initiative communautaire et économique pour que se tissent des liens de dépendance mutuelle entre les hommes, liens qui imposent peu à peu la confiance, le respect, et la paix, et ce, parallèlement à la prospérité qu'ils permettent, c'est-à-dire des liens qui civilisent ? Car enfin de compte c'est cela qu'être *civilisé* : s'accomplir dans sa vie sociale et contribuer à la vie sociale par l'efficacité et la solidarité à travers la société civile. Or, la politique a étouffé depuis des

décennies cette dernière.

La politisation du domaine « social » a tué l'initiative communautaire. La nationalisation de la solidarité a fait de nous des individualistes égoïstes qui n'ont cure du sort des autres : les Français sont en moyenne dix fois moins généreux que les Américains, peuple réputé pour son individualisme ; après la canicule de 2003 en France on se souvient que des centaines de corps ont attendu leurs familles pendant des semaines. En créant des « droits » sans contrepartie véritable, cette nationalisation a non seulement détruit le véritable lien social, les solidarités horizontales chères à Tocqueville, mais elle a aussi encouragé une mentalité de resquilleurs, de profiteurs du système : une bonne part des arrêts de maladie dans les Bouches-du-Rhône seraient de complaisance. Les associations aujourd'hui, qui devraient être le terreau de la vie communautaire, sont devenues des chercheurs de rentes dans les bureaucraties des collectivités locales, des « associations lucratives sans but » selon la formule de Pierre-Patrick Kaltenbach. Les solidarités naturelles ont ainsi été détruites au nom même de la solidarité, atomisant au sens propre les individus et faisant encore un peu plus de la France une société de défiance, d'autant moins « civilisée ».

L'éducation, essentiellement nationalisée elle aussi, a failli à sa tâche, transmettant de moins en moins le sens de la curiosité intellectuelle et l'envie d'apprendre. Les diplômes, comme les « droits à », donnent peu à peu l'impression d'être distribués et non plus mérités. On ne peut dès lors s'étonner que le dernier rapport de l'OCDE sur l'éducation n'ait pas été très flatteur pour la France. La grande entreprise de civilisation qu'est l'Education a été vidée de sa substance, les parents n'ayant d'ailleurs même pas le droit de choisir – et donc de contrôler – l'école de leurs enfants.

Côtoyer le sort des autres, construire l'entraide, avoir envie d'apprendre et de progresser, voilà qui nous rend moins individualistes, moins hypocondriaques, moins nombrilistes, moins « dépressifs asociaux » et plus « responsables », allant de l'avant et faisant véritablement bouger le monde, c'est-à-dire plus civilisés, contributeurs à un « acte de civilisation ». Le Président parle de profondeur, mais la politique bien souvent n'a fait qu'instaurer la superficialité en retirant leurs responsabilités sociales aux citoyens.

L'initiative économique elle aussi a été étouffée par l'hypertrophie politique. Le commerce et l'industrie ont été de tous temps de puissants vecteurs de civilisation de par la prise de risque, l'innovation, la responsabilisation et l'accomplissement, mais aussi la pacification des relations entre les hommes qu'ils impliquent. Or, on a réussi dans ce pays à détourner les jeunes de l'entrepreneuriat : que plus des deux tiers des moins de vingt cinq ans rêvent de devenir fonctionnaire pour la « sécurité de l'emploi » et que de plus en plus de jeunes dynamiques fuient vers des cieux plus prometteurs outre-manche n'est pas un signe véritablement encourageant. Une civilisation, ça se bâtit aussi sur des entrepreneurs. Le Président a au moins signifié qu'il comprenait l'exaspération « quand vous voulez entreprendre ou quand vous voulez travailler davantage et que vous avez le sentiment que tout est fait pour vous en empêcher »... Mais les actes doivent suivre. Or, les réformes engagées pour redynamiser la sphère économique sont encore minimales par rapport aux enjeux.

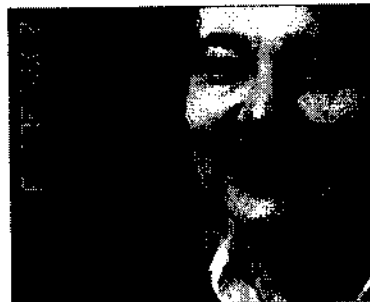
La seule « politique de civilisation » qui vaille c'est d'avoir le courage de dire qu'il y a trop de politique justement, et de rendre sa liberté à la société civile pour que s'épanouissent les responsabilités. D'ailleurs, remettre la politique à sa place permettra peut-être enfin son efficacité à établir les conditions de la civilisation : le respect de l'état de droit et la garantie des droits individuels.

*Emmanuel MARTIN est chercheur, docteur en Sciences économiques, et responsable de la publication du site [www.unmondelibre.org](http://www.unmondelibre.org).*

## FRANÇOISE FRESSOZ

### Une politique de civilisation peut-elle se décréter ?

[ 11/01/08 ]



Lorsque, dans ses vœux aux Français, le 31 janvier dernier, Nicolas Sarkozy a parlé de « politique de civilisation », certains commentateurs se sont gaussés : fallait-il que le président de la République plane au-dessus des problèmes des Français pour lancer un tel concept alors que le baril de pétrole flambe et que les prix des produits alimentaires s'envolent ? Mais l'affaire était sérieuse. La « politique de civilisation » a servi de fil conducteur, mardi, à la longue conférence de presse présidentielle. Elle a en outre été largement explicitée par son initiateur, le sociologue Edgar Morin, qui, à quatre-vingt-six ans, est en train de retrouver une seconde jeunesse en se faisant courtiser non seulement par Nicolas Sarkozy mais aussi par... Ségolène Royal.

Qu'est-ce qu'une « politique de civilisation ? » C'est, rétorque Edgar Morin, une « *politique de portée historique* », un « *New Deal* » qui vise à corriger les effets négatifs de la civilisation, définie comme l'ensemble des techniques, savoirs, sciences... qui peuvent être transmis d'une communauté à une autre. Concrètement, le sociologue explique que la technique et l'économie concourent aujourd'hui à la dégradation de la biosphère, que la montée de l'individualisme provoque le dépérissement des solidarités et qu'il est urgent d'inventer un nouvel humanisme. Il précise aussi (1) que les 35 heures sont, pour lui, l'exemple type « *d'une politique de civilisation maladroite* » car « *la visée, qui était d'arriver à une meilleure qualité de vie, a été gâchée par l'application totalement bureaucratisée de la réforme* ».

Faut-il s'étonner que le président de la République aille chercher l'inspiration chez ce penseur qui a su séduire aussi bien les libéraux sociaux type Jean-Pierre Raffarin que les altermondialistes ? Evidemment non, si l'on considère qu'adepte de l'ouverture Nicolas Sarkozy adore bousculer les lignes. En outre, il ne prend personne en traître. Au milieu de la campagne présidentielle, il avait résumé son dessein dans un livre (2) qui donnait déjà la pleine mesure des ambitions qu'il entendait assigner à son quinquennat : moralisation du capitalisme qui « *est menacé si l'argent devient l'unique mesure de la valeur des hommes* », humanisation de la mondialisation « *qui appelle plus de projet collectif et de prospective* », prise en compte du défi écologique, qui réclame une remise à plat des prélèvements obligatoires. Le tout sans oublier d'instruire un procès à charge contre « *la génération de mai 68* » accusée d'avoir « *disqualifié le mérite et déprécié l'effort* », pour y opposer une nouvelle utopie : l'avènement d'une « *société de croissance* » portée par « *l'élan vital de la création et l'aspiration au bonheur* ». On peut bien ironiser sur ce lyrisme de campagne dont l'essentiel tient à la

plume de l'actuel conseiller spécial Henri Guaino, d'emblée était posée une ambition : le sarkozysme serait une « nouvelle Renaissance ».

Avec l'actuel président, rien n'est laissé au hasard. Si « la politique de civilisation » ressurgit neuf mois après le début du quinquennat, sans d'ailleurs être beaucoup plus explicitée que durant la campagne, c'est qu'il y a un besoin urgent : dépasser la grisaille du quotidien et redonner du sens à l'action. Comme tous ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy sait que le pays a toujours aimé servir de modèle. « *La France qu'est-ce que c'est ? Ce qu'il y a de meilleur dans le monde, à cause de son paysage et à cause de son peuple* », n'avait pas hésité à lancer Valéry Giscard d'Estaing lors de ses premiers vœux aux Français le 31 décembre 1974, tandis que François Mitterrand, plus sobre, constatait le 31 décembre 1981 : « *La parole de la France s'identifie à celle de la liberté.* » Insister sur l'idée d'une « nouvelle Renaissance » dont l'Hexagone serait le phare est donc tentant. A fortiori lorsqu'on s'est présenté, comme l'a fait Nicolas Sarkozy, comme « l'homme de la rupture ».

Mais une politique de civilisation peut-elle se décréter ? C'est en réalité toute la question. Elle se heurte d'abord aux limites du volontarisme politique. Ce qui se passe en ce moment sur le pouvoir d'achat en est une parfaite illustration : au nom de la politique de civilisation, Nicolas Sarkozy voudrait que « *les salariés ne soient pas éternellement privés de la part qui leur revient dans le succès des entreprises* », mais au nom des contraintes de la mondialisation, les entreprises ne sont guère enclines à augmenter les salaires. D'où des tensions entre deux acteurs - le président de la République et les entreprises - qui se veulent alliés dans la « société de croissance », mais dont les intérêts en réalité divergent. L'ampleur du fossé est telle que, si les lignes bougent au cours du quinquennat, on peut craindre que ce soit de façon infinitésimale.

Une politique de civilisation suppose aussi un contexte culturel particulier, un enthousiasme, un élan vital, un « minimum d'espérance » qu'Edgar Morin a bien du mal à entrevoir dans la France d'aujourd'hui. « *La Renaissance s'est caractérisée par un dégel de la pensée qui contraste avec le caractère figé du monde intellectuel d'aujourd'hui*, explique-t-il. *Les grands esprits comme Léonard de Vinci avaient une pensée globale. Ils étaient peintres, bricoleurs, anatomistes. Aujourd'hui ce sont les spécialistes qui règnent et ils ont bien du mal à communiquer entre eux.* » Les historiens ajouteront que, dans l'entourage de François Ier, le souverain français qui incarne la Renaissance, gravitaient un nombre impressionnant d'humanistes, comme Guillaume Budé, et que, sous son règne, trois institutions majeures ont vu le jour : le Collège de France, la Bibliothèque nationale et le Musée du Louvre. L'on peine à trouver l'équivalent d'une telle effervescence autour de l'Élysée d'aujourd'hui.

Mais ces hommes de la Renaissance avaient-ils l'impression, sur le moment, de faire naître un monde nouveau ? Rien n'est moins sûr. Le concept de Renaissance n'a été inventé que bien plus tard, à la fin du XIXe siècle. Et c'est à l'aune du positivisme qui a dominé ce siècle que s'est façonnée l'image d'un Léonard de Vinci, préfigurateur du futur. Moralité : seul le temps long permettra de dire si le sarkozysme a vraiment débouché sur une politique de civilisation. Sachant que sur ce terrain-là la compétition est déjà déclarée : Georges Pompidou, lui aussi, rêvait au début de son septennat d'initier une « nouvelle Renaissance ».

**FRANÇOISE FRESSOZ est éditorialiste aux « Echos » [ffressoz@lesechos.fr](mailto:ffressoz@lesechos.fr)  
<http://blogs.lesechos.fr/ffressoz>**

(1) Entretien avec l'auteur le 8 janvier. (2) « Ensemble tout est possible », XO Editions, mars 2007, 14,90 euros.



## JACQUES CHIRAC : LES POLITIQUES ONT LE DEVOIR DE CIVILISER LA MONDIALISATION

Paris, 15 octobre (N°2001-105)- Dans un discours prônant le dialogue des cultures, le Président de la République française, Jacques Chirac, a déclaré aujourd'hui à l'UNESCO que la diversité culturelle est " fondée sur la conviction que chaque peuple a un message singulier à délivrer au monde, que chaque peuple peut enrichir l'humanité en apportant sa part de beauté et de vérité ".

Jacques Chirac a pris la parole dans le cadre de la 31e session de la Conférence générale de l'UNESCO qui s'est ouverte aujourd'hui à Paris. Cet organe décisionnel suprême réunit tous les deux ans l'ensemble des Etats membres (188 à ce jour) de l'Organisation.

Jacques Chirac a souligné à quel point la tragédie de New York et Washington avait ébranlé les espoirs et la confiance placés dans le siècle qui s'ouvrait, leur substituant un discours sur le choc des civilisations : " Un choc des civilisations, qui marquerait le XXIème siècle, de même que le XIXème siècle a vu s'affronter les nationalités et le XXème les idéologies. Un choc de civilisations, présent et à venir, qui serait plus radical, plus violent, plus passionnel parce qu'il verrait s'affronter des cultures et des religions ". Le Président français a réfuté ce discours " qui se nourrit de toutes les peurs " et affirmé qu'il fallait lui opposer " une autre réalité, politique, morale, culturelle " et " une autre volonté : celle du respect, celle de l'échange, celle du dialogue de toutes les cultures, inséparable de l'affirmation claire et sans concession des valeurs qui nous font ce que nous sommes ".

Prônant le dialogue des cultures, le Président français a souligné les principes qui doivent sous-tendre ce dialogue. " Le premier, [...] c'est l'égalité de dignité de toutes les cultures, et leur vocation à s'interpénétrer et à s'enrichir les unes des autres. C'est tout à la fois une évidence, portée par toute l'histoire de l'humanité, histoire littéraire, artistique, architecturale. C'est aussi et surtout une grille de lecture du monde. [...] Le deuxième de ces principes, inséparable de l'égalité de dignité des cultures, c'est la nécessité de la diversité culturelle. Il ne peut y avoir de dialogue entre l'un et son double au mépris de l'autre ".

" La réponse à la mondialisation-laminatoire des cultures, c'est la diversité culturelle. Une diversité fondée sur la conviction que chaque peuple a un message singulier à délivrer au monde, que chaque peuple peut enrichir l'humanité en apportant sa part de beauté et de vérité ", a ajouté Jacques Chirac avant de développer sa vision du bon et du mauvais usage de la mondialisation : " Bon si ce qui est en commun, ce qui circule, ce qui modèle les consciences, c'est l'information, la connaissance, le progrès, la compréhension de l'autre, le partage de valeurs comme de richesses. Mauvais au contraire si elle est synonyme d'uniformisation, de formatage, de réduction au plus petit commun

dénominateur, ou encore de primauté de la seule loi du marché, oublieuse de cette culture humaniste, dont l'essence même est de rassembler autour de principes éthiques ".

A cet égard, le Président français s'est félicité de la préparation par l'UNESCO d'une déclaration sur la diversité culturelle, " premier pas vers une convention établissant en droit la particularité du fait culturel ". Il a également souhaité que l'UNESCO prenne à bras le corps la menace du fossé numérique.

Comment instaurer ce dialogue entre les cultures ? Pour Jacques Chirac, " La première urgence [...], c'est d'introduire plus de justice, plus de solidarité, plus d'attention aux hommes et à leurs questions dans le mouvement du monde ". Il a poursuivi : " Le devoir des politiques et de tous les responsables est donc de civiliser la mondialisation, de faire prévaloir l'intérêt des hommes, de tous les hommes ". Il a notamment évoqué l'Internet, " extraordinaire instrument de connaissance mutuelle et de dialogue " mais qui " a besoin d'une régulation éthique autant que de règles techniques " et appelé l'UNESCO à être l'espace où on réfléchirait " sur la liberté d'expression et ses limites, sur l'équilibre entre le droit à la diffusion des œuvres et le respect des auteurs, sur la protection de la vie privée et surtout sur la protection de l'enfance ". Mentionnant les avancées scientifiques, notamment médicales, il a rappelé qu'il avait prôné la mise en chantier au niveau de l'ONU d'une convention mondiale sur la bioéthique et la création d'un Comité mondial d'éthique.

Dans cette marche vers plus de justice et plus de solidarité, le Président français a mis l'accent sur la fracture entre le Nord et le Sud, et particulièrement sur la fracture face à l'éducation. Il a évoqué le drame afghan : " Le sort réservé aux femmes, enfermées, privées de tous les droits et notamment de tout accès au savoir [...] témoigne de l'obscurantisme des taliban mais il assure aussi leur emprise sur le peuple : éduquer les femmes, c'est permettre à toute la société de se libérer et de progresser ".

Jacques Chirac a poursuivi : " Il faut nous mobiliser pour combattre la pauvreté et promouvoir l'éducation dans le monde, l'éducation qui permet de comprendre l'autre. [...] Introduire davantage de justice et d'équité dans la mondialisation, c'est rendre possible le dialogue des peuples, c'est préparer notre avenir commun ".

Le Président français a conclu : " Ne craignons pas d'affirmer l'existence d'une éthique universelle, celle qui inspire la Déclaration universelle des droits de l'homme. Contrairement à ce que prétendent les ennemis de la liberté et les fanatiques de tous horizons, cette éthique n'est pas un modèle occidental, cheval de Troie de civilisations honnies. Elle est un humanisme. Elle est de tous les peuples, de toutes les nations, de toutes les religions, car aucune religion ne s'est construite sur l'anéantissement des hommes, leur indifférenciation, le refus de les voir accéder au beau et au bien. Plus que jamais, nous devons la défendre, la faire vivre, assumer sa valeur universelle. Affirmer cette universalité, c'est souligner la solidarité qui unit tous les hommes. C'est proclamer que chaque femme, chaque homme, chaque enfant a des droits imprescriptibles. C'est chercher dans chaque civilisation l'expression d'un idéal commun. C'est reconnaître que la vérité s'exprime en une infinité de langues ".